



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

«Angélisme et pragmatisme» ou «professionnalisme et amateurisme»?

Dans le monde agricole ces termes sont souvent mis en opposition en expliquant avec moult exemples que les premiers, donc ceux qui sont de doux naïfs, n'ont rien compris aux différents marchés agricoles actuels. Tandis que les seconds savent analyser exactement tous les mécanismes compliqués qui déterminent la façon de calculer une quantité et des prix pour les produits agricoles. Ils sont donc des calculateurs efficaces.

Je pense quant à moi que cette seconde catégorie de personnes sont d'excellents producteurs et de parfait pragmatiques bureaucrates, mais n'ont strictement rien compris au mécanisme de pression et de contre-pouvoir ainsi qu'aux possibilités d'utiliser l'information à bon escient. Ils sont donc de parfaits amateurs en matière de management des forces en présence pour la mise sous pression des intermédiaires en fonction de nos propositions pour la fixation des prix.

Un vrai professionnel commercial au service de la profession est quelqu'un qui soit capable :

- D'analyser le marché
- De comprendre les vœux de son employeur
- D'analyser les points faibles de son interlocuteur
- D'analyser les points forts de son produit
- De mettre en place une stratégie de communication en aval et en amont des tractations sur les prix
- D'amener ses arguments et ses demandes au moment opportun
- De suivre une stratégie claire à l'interne de la profession.

Nous menons un combat d'arrière-garde, mais, paradoxalement, ce combat se trouve être un combat d'avenir. Car, lorsqu'une armée est engagée dans une impasse, il faut bien que, tôt ou tard, elle fasse demi-tour, et alors l'arrière-garde se trouve aux avant-postes!

François Brune

(collaborateur au Monde diplomatique)

Citation tirée du livre «Les paysans sont de retour»

Je pense donc qu'il serait temps que nous ayons dans notre défense professionnelle de vrais pros, de vrais commerciaux. Nous devons exiger d'eux :

- Que l'on soit plus nombreux
- Que nos prix augmentent
- Que notre travail diminue
- Que notre qualité de vie soit meilleure.

Et comme exemple nous pourrions prendre la grande distribution:

- Les prix de vente augmentent
- Leur nombre augmente (voir l'arrivée de Lidl et Aldi)
- Leurs marges augmentent
- Leurs grands managers vivent mieux.

Etrangement, ils vivent dans le même marché que nous...

Combien de temps nous faudra-t-il, paysan-ne-s, pour ne plus être des amateurs pragmatiques, mais enfin des commerciaux professionnels? Quitte à faire croire à nos interlocuteurs bureaucrates que nous sommes de gentils naïfs.

- Avec des prix qui augmentent
- Avec des copains dans nos villages
- Avec des enfants heureux.

Soyons donc des professionnels et exigeons de nos commerciaux un travail efficace et surtout efficace.

*Signé un angélique professionnel
Pierre-André Tombez*



StopOGM

Zones libres d'OGM

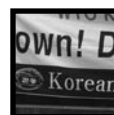
Pages 2 et 3



Dindes

Paysans plumés!

Page 4



OMC

Paysans coréens

Page 5



EMB

AG en Italie

Page 7

OGM

Toutes les semences doivent être protégées !

Alors que la majorité des consommateurs européens refusent la consommation de plantes génétiquement modifiées, leurs surfaces ne cessent d'augmenter. Préoccupés à juste titre, certains producteurs et multiplicateurs de semences biologiques craignent les pollutions d'OGM sur leurs parcelles. A Rheinau, des députés verts suisses et européens se sont retrouvés pour définir, entre autre, les meilleures stratégies à adopter pour parer à ce problème. Ils proposent la création de zones protégées et reconnues « sans OGM » au plan européen. En Suisse, les Verts revendiquent ces mêmes zones pour la production et la multiplication des semences biologiques.

En Europe, 170 régions ont signifié clairement leur opposition aux cultures d'OGM et la majeure partie des habitants ne veulent pas en consommer. Le Parlement polonais a récemment adopté une loi qui bannit les OGM du catalogue des semences et la Grèce brave la Commission européenne en interdisant la culture et la vente d'un maïs de Monsanto dont la culture est autorisée en Europe. Malgré toutes ces réactions, l'Europe reste une terre d'accueil potentielle pour les promoteurs des OGM. La France annonce 5000 ha de maïs transgénique pour 2006 alors qu'elle en produisait «que» 1000 ha en 2005. L'Espagne et la Roumanie en déclarent chacune plus de 50'000 ha.

Le développement de la culture des OGM à grande échelle en Europe suscite maintes craintes du côté des producteurs et des multiplicateurs de semences biologiques qui désirent protéger leur matériel génétique d'éventuelles pollutions polliniques.

Afin d'explorer des pistes concrètes et réalisables pour protéger les semences des OGM, une rencontre entre parlementaires verts suisses, allemands et autrichiens s'est tenue le 1er juillet à Rheinau. Un compte-rendu de cette journée a été publié sur le site des Verts suisses. Il s'intitule «Genetechnikfreier Landbau und Saatgutproduktion müssen Wirkungsvoll geschützt werden» (l'agriculture et la production de semences sans OGM doivent être protégées efficacement).

Les auteurs proposent notamment que les zones de production de semences pour l'agriculture biologique obtiennent un statut spécial de protection qui soit reconnu au plan européen.

Pourquoi les semences biologiques seulement ?

Lors de cette journée, deux motions parlementaires ont également été présentées. Elles pourraient être déposées au mois de septembre à Berne. La première concerne le niveau autorisé de contamination OGM pour des semences certifiées biologiques et l'autre touche une revendication pour une protection spéciale des zones de production de ces mêmes semences. Si ces deux motions semblent cohérentes - pas de trace d'OGM autorisée, donc protection spéciale des lieux de production - elles n'intègrent que l'agriculture biologique dans leur revendication. Or, en Suisse, l'ensemble de la production doit être exempte d'OGM. Toutes les semences méritent donc d'être protégées. Uniterre estime que tout agriculteur qui désire travailler sans OGM doit pouvoir le faire sereinement, qu'il soit Bio, Demeter, IP-Suisse ou PER. Profiler l'agriculture biologique comme étant la seule à être exempte d'OGM ne reflète non seulement pas la réalité, mais pourrait porter sérieusement atteinte au large mouvement contre les OGM et le voir voler en éclat. Sans modification, cette motion risque de diviser les politiques et

le monde paysan et finalement instaurer le doute chez le citoyen. Le débat sur les organismes génétiquement modifiés ne doit pas être l'otage de bisbilles stériles entre Bio et non-Bio, mais doit apporter les éléments nécessaires à la

large que soudée et que ses arguments étaient crédibles.

La Suisse est aujourd'hui «une zone» dans laquelle la production de plante génétiquement modifiée est interdite, mais il n'est pas impossible qu'elle ne



La Suisse, une zone sans OGM est nécessaire pour tous!

construction de véritables choix de société. Il doit donc dépasser largement les querelles de clocher ou les jeux de partis. Si le moratoire fût si bien accepté par la population, c'est que la coalition qui le soutenait était aussi

le soit plus demain. Les cinq ans du moratoire passent très vite et les lobbys favorables aux plantes génétiquement modifiées fourbissent leurs armes. A nous de rester unis et vigilants.

Nicolas Bezençon

OGM, le report des coûts, la prochaine lutte?

Si en Suisse le débat sur la coexistence de deux filières, OGM et traditionnelle, est pour l'instant reporté de quelques années, il n'en est pas de même au niveau européen. Jusqu'à aujourd'hui, l'autodétermination et la protection juridique des 170 régions européennes qui ont signifié leur opposition aux OGM n'est pas reconnue. D'ailleurs, à la fin de l'année 2005, la Cour de justice européenne a refusé que la région de la Haute-Autriche applique sa loi interdisant les cultures transgéniques sur son territoire. En d'autres termes, cela signifie que dans une région opposée aux OGM, il est légal, au sens du droit européen, qu'un agriculteur sème un maïs OGM autorisé par Bruxelles. Cela veut dire également que la législation autorise une sorte de «coexistence forcée» des

deux filières dans des régions qui ont clairement revendiqué une opposition aux OGM. Les produits agricoles issus de cette même région et dont le cahier des charges proscrirait les OGM devraient subir une analyse coûteuse certifiant l'absence de trace d'OGM. Les coûts de production du produit augmenteraient et par conséquent son prix de vente. Or, rien n'indique que le consommateur acceptera une augmentation de prix pour un produit de base qui est toujours sans OGM, auquel il est habitué et qui n'a pas changé d'aspect ni de qualité. Il pourrait donc être tenté par le prix inférieur des produits contenant des OGM.

Ces phénomènes des surcoûts engendrés directement par la coexistence des deux

filières ne doivent pas être négligés mais analysés sérieusement, au même titre que tout autre paramètre. La production agricole traditionnelle - biologique, conventionnelle, labellisée, etc. - n'a pas à supporter les conséquences d'une ouverture de son pays à la culture d'organismes génétiquement modifiés. Au contraire, la logique voudrait que ces surcoûts soient imputés directement à celui qui l'a engendré, à savoir l'ensemble de la filière qui développe et qui promeut l'OGM. Les gouvernements, ou l'autorité supranationale compétente en la matière, devraient également porter une part non négligeable de responsabilité en la matière puisque c'est finalement eux qui autorisent ou non la mise en culture de l'OGM, et donc la coexistence des filières.

Ce débat est vif dans la plupart des pays européens. A commencer par l'Espagne qui rencontre de sérieux problèmes de contamination et de coexistence entre parcelles OGM et non OGM. La France, elle, sème tranquillement ses premières grandes parcelles de maïs Bt...Une affaire à suivre.

Nicolas Bezençon

«Cette ferme ne veut pas d'OGM»

Affiche A3 laminé

5.- + frais port en sus.

A commander auprès du secrétariat.

STOPOGM: COORDINATION ROMANDE SUR LE GÉNIE GÉNÉTIQUE

Le travail du moratoire s'organise

Le moratoire sur les OGM jusqu'au 27 novembre 2010, tous les cantons et 56,7% de la population l'ont voulu. Une enquête VOX a établi que 13% des votants pensaient soutenir le moratoire en votant non, croyant se prononcer sur les OGM plutôt que sur le texte de l'initiative. Ce qui situerait la majorité pour le moratoire à près de 70%. Maintenant, toute la question est de savoir ce que nous allons faire de cette victoire. Un moratoire, pour faire quoi, avec qui ?

Une alliance gagnante

Avec qui, tout d'abord ? Parce qu'en Suisse tout est affaire de convictions partagées, c'est-à-dire d'alliances permettant d'emporter la majorité. Une petite trentaine d'organisations défendant les intérêts de l'agriculture, de l'environnement, de la politique de développement et des consommateurs ont petit à petit uni leurs efforts jusqu'à la victoire de l'initiative. Toutes les organisations agricoles d'envergure régionale ou nationale étaient dans le coup.

Le génie helvétique, le film de J.-S. Bron, a donné un bon coup de pouce pour que cette alliance inédite réussisse et marque les esprits. Le Groupe suisse de travail sur le génie génétique (GTG/SAG) a assuré l'essentiel. Mais, basé à Zurich, il lui fallait un relais en terres romandes. C'est StopOGM qui s'en est chargé. Avec succès, puisque les cantons romands ont généralement mieux soutenu le moratoire que les autres.

Des buts et des moyens

L'association StopOGM, qui regroupe 2000 membres et sympathisants, continue de poursuivre ses buts: protéger la santé humaine des effets de denrées alimentaires manipulées, assurer la liberté de choix des consommatrices et consommateurs, orienter l'agriculture vers la souveraineté et la sécurité alimentaire, encourager une recherche scientifique éclairant les choix de société. Cela passe par l'écho que réserve la presse et les médias aux informations et propositions que nous publions. Mais une autre clé de la réussite de StopOGM sera d'augmenter le nombre de ses adhérents, collectifs ou individuels, et de leur offrir de belles occasions de s'informer et de débattre. A commencer avec l'Assemblée générale extraordinaire fixée le 5 septembre prochain.

StopOGM, structure de coordination

Fort de cette expérience, StopOGM s'est proposé ce printemps pour devenir la structure permettant aux organisations romandes qui se sont battues pour l'initiative de poursuivre cette collaboration

durant le temps du moratoire. Une quinzaine d'organisations ont d'ores et déjà donné leur accord de principe (lire l'encadré).

Désormais, le Comité de StopOGM facilite la coopération des organisations partenaires sur les thèmes tournant autour des OGM et un bureau s'occupe des affaires courantes. Le secrétariat est chargé d'assurer l'intendance, par la circulation de l'information et l'élaboration des projets.

Un moratoire, pour faire quoi ?

Pour agir, évidemment! Pour faire respecter l'interdiction temporaire des OGM, mais aussi pour informer le public sur les sujets touchant les OGM et promouvoir les alternatives sans OGM dans l'agriculture et l'alimentation.

Nous devons défendre une interprétation politique forte du texte de l'initiative, contre une autre, technique, grignotant la portée du moratoire. Pas si simple. Notre victoire a piqué au vif le lobby pro OGM, qui a ses entrées à Berne. Preuve en est la pression très forte qu'il a fait subir aux délégués suisses à la Conférence de la diversité biologique, à Curitiba, en mars dernier: sur le fond, les émissaires de M. Leuenberger ont défendu Terminator...

Faire respecter le moratoire

Pour mettre la pression, en l'absence d'un lobby soutenu par la grande industrie, rien de tel que des interventions au Parlement. Ici, les relais politiques sont essentiels. Deux conseillères nationales, Géraldine Savary (PS/VD) et Maya Graf (Verts/BL), sont les présidentes respectives de StopOGM et du GTG/SAG. Elles peuvent heureusement s'appuyer sur de nombreux parlementaires de droite comme de gauche, qui restent attentifs à la question des OGM, comme l'indiquent les motions et questions déposées des derniers mois.

Nous sommes en train de thématiser la protection des semences (lire l'article de Nicolas Bezençon) et d'autres sujets sont en gestation. L'issue du moratoire se jouera sur la possibilité de garantir en pratique l'agriculture sans OGM, sans contamination.

Diffuser des informations critiques

L'action essentielle de StopOGM

consiste à faire circuler des informations concernant les OGM d'un point de vue critique, c'est-à-dire indépendant de la communication des producteurs d'OGM. Et comme tout le monde se déclare expert indépendant, disons que nous cherchons surtout à situer les discours des uns et des autres, et particulièrement ceux qui concluent en faveur des OGM. StopOGM et Inf'OGM collaborent sur ce point.

On l'a souvent répété lors de la campagne, le temps du moratoire permet de faire connaître les impacts environnementaux, agronomiques, économiques et sociaux de la culture des OGM. Nous serons attentifs aux études menées dans le cadre du programme national de recherche sur l'utilité et les risques des OGM, lancé juste avant l'été.

Nous ferons aussi valoir les résultats des études menées ailleurs dans le monde à propos des effets des OGM sur la santé humaine et animale (le PNR 59 exclut cette question, pour des raisons financières...) et des impacts socio-économiques des OGM dans les pays qui ont cédé aux pressions des entreprises biochimiques.

La dimension politique des OGM est centrale. Voyez la condamnation des 44 faucheurs volontaires, fin juin, en Cour d'appel à Orléans, alors qu'ils avaient été relaxés en première instance pour avoir agi « par état de nécessité »...

Promouvoir des solutions alternatives

Le pari du moratoire est aussi de faire la preuve que la Suisse, comme tous les pays conscients de la valeur de leur environnement, a tout à gagner avec une agriculture exempte de manipulations génétiques.

En ce sens, la coordination espère que les agriculteurs joueront à fond la carte du moratoire, en profilant leurs produits (sans OGM, forcément sans OGM!) dans les circuits de distribution courts et dans les AOC-IGP propices à l'exportation. Dans les deux cas, l'option sans OGM s'impose, les sondages effectués depuis des années auprès des consommateurs ne font que le confirmer.

L'enjeu: la souveraineté alimentaire, au niveau des pays et des continents. Démontrer les vertus des alternatives aux OGM et leur avantage comparatif à moyen et à long terme, sur tous les plans.

Sylvain Fattebert, secrétaire de StopOGM

Les organisations partenaires de la coordination

A ce jour, StopOGM Coordination romande sur le génie génétique regroupe BIOSUISSE, la Déclaration de Berne, Ecologie libérale, Greenpeace, le Groupement utopiste pour un monde meilleur par une révolution festive (Gumpurf), le Jardin potager, le Lopin bleu, les Jardins de Cocagne, Pro Natura, PROGANA, la Société vaudoise de protection des animaux, Swis-said, l'Affaire TourneRêve, Uniterre. D'autres songent à rejoindre la coordination, comme la Fédération romande des consommateurs, IP Suisse, Pain pour le Prochain. Pour l'instant, le WWF a décidé de n'être membre que du GTG/SAG. Quant à l'USP, elle reste un partenaire privilégié de la coordination nationale, sans être membre du GTG/SAG ou de StopOGM. Tous les groupes ayant soutenu l'initiative ou désirant simplement rejoindre la coordination sont les bienvenus. stopogm@infomaniak.ch.

OGM dangereux pour la liberté de la presse

Les compte-rendus de France 3 Centre du 15 et 16 mai sur le procès de 49 «faucheurs volontaires» à Orléans n'ont pas plu au Ministère public. Les journalistes avaient relevé le fait que le président de la Cour avait souvent coupé la parole aux prévenus et commis des erreurs de compréhension. La police a donc saisi les copies des journaux TV incriminés suite à une plainte «pour discrédit public jeté sur une procédure judiciaire». Les journalistes ont également été auditionnés à 3 reprises; également sur un précédent sujet qui avait couvert l'action du 17 juin des faucheurs qui ont semé 40 ares de maïs biologique dans une parcelle d'essais de maïs transgénique. Ceci pour obtenir leurs sources d'informations. Selon les journalistes de France 3, il était difficile d'y voir autre chose qu'une volonté de faire pression sur les médias avant l'arrêt de la Cour d'appel qui a eu lieu le 27 juin et qui s'est soldé par la condamnation des faucheurs.

Valentina Hemmeler

Paysans plumés!

Tout le monde l'a appris: Micarna a brutalement annoncé l'arrêt de la filière dindes en Suisse pour 2007. Dix ans de collaboration avec une cinquantaine de paysans, encouragés tant par Micarna que par la vulgarisation, pourraient partir en fumée. Une filière qui, de l'avis des producteurs, fonctionnait bien et, selon la FRC, répondait à une demande. Alors pourquoi? Juste parce que la dinde hongroise est moins chère? Rencontre avec Jean-François Gatabin, producteur et Président de l'association des engraisseurs de dindes.

Du rêve au cauchemar

Il y a dix ans, Micarna a présenté un projet de filière intégrée de dindes. Pour pouvoir accéder au projet, il fallait démontrer d'un revenu social plutôt faible et avoir une exploitation de taille petite à moyenne.

La famille Gatabin gère une exploitation mixte avec des vaches nourrices, des chevaux en pension, une petite vingtaine d'hectares (propriété et location) couverts de prairies, pommes de terre, betteraves et céréales. La famille Gatabin, cherchant à diversifier ses productions afin d'assurer la pérennité de l'entreprise, entrait donc parfaitement dans la cible du projet Micarna. A l'époque, la vulgarisation agricole cantonale avait fortement encouragé les producteurs à se lancer dans cette filière «intégrée» et des crédits de construction étaient disponibles.

La famille a donc construit une halle pour des dindes, selon les normes et exigences Micarna. Le contrat proposé est alors de 5 ans, renouvelable tacitement. Micarna acheminait les dindonneaux et fournissait l'affouragement à base de céréales suisses. Les producteurs ont tous adopté les normes SST et SRPA, respectueuses des animaux, afin de se démarquer de la production importée.

En résumé tout allait bien; les prix étaient stables, l'encouragement de la profession était là. Pas de quoi s'inquiéter...jusqu'à il y a peu.

PA 2007 et l'ouverture des marchés

Malheureusement, ce genre de situation stable, même si elle semble convenir tant aux producteurs qu'aux consommateurs, peut subir les conséquences de la libéralisation des marchés.

Le système d'importation de viande s'est modifié avec l'entrée en vigueur de PA 2007. A partir de 2005 et par étapes, pour importer de la viande, les acheteurs ne sont plus tenus d'acheter de la viande suisse. Les contingents tarifaires ne sont donc plus attribués en fonction d'une prestation indigène. Le système passera entièrement au système de la mise aux enchères en 2007... la même année ou Micarna met fin à sa filière de dindes suisses.

A cette politique agricole s'ajoute les négociations OMC, principalement l'épineux sujet de l'accès au marché. En abaissant les droits de douanes de manière conséquente, il est évident que l'arrivée de dindes à bas prix sur notre marché devient intéressante pour

les acheteurs qui ne s'embarassent pas de notions telles que les normes de production, le bien-être des animaux, l'environnement, les conditions socia-

les acheteurs qui ne s'embarassent pas de notions telles que les normes de production, le bien-être des animaux, l'environnement, les conditions socia-



Les dindes se questionnent sur l'avenir de la production suisse

les des producteurs ou la souveraineté alimentaire.

19 juin, une date gravée dans les mémoires

Le 19 juin, les producteurs de dindes apprennent que d'ici à 2007, Micarna mettra fin à son projet.

Aussitôt, ils font une assemblée générale extraordinaire et s'organisent. Les producteurs signent un document affirmant qu'ils resteront solidaires et donnent mandat au comité de négocier avec Micarna.

S'ensuit une valse de négociations, la sortie du bois des politiques vaudoises et fribourgeoises, chambres d'agriculture ou autres organisations. La Fédération romande des consommateurs, choquée, affirme ne pas comprendre la décision de Micarna et exige que les consommateurs puissent avoir le choix entre de la dinde suisse et importée. En somme, un large soutien semble se dessiner en faveur des producteurs de dindes. Micarna réagit fortement en dénonçant le comportement des politiques qui se seraient battus il y a quelques mois contre la baisse des prix des céréales fourragères. Eternelle tentative de mettre dos-à-dos les éleveurs et les céréaliers. La réaction des céréaliers ne s'est bien sûr pas fait attendre.

Est-ce cela qui pousse Migros à entre-ouvrir la porte pour la mise sur pied d'une filière de dindes pour la

une plate-forme de discussion, sous l'égide d'Aviforum, pour étudier la mise sur pied de la filière locale?

Des dindes locales

Qu'est ce que cette éventuelle nouvelle filière va impliquer? Si elle est construite sur la même base que «de la région pour la région» il faudra que l'ensemble de la production de dindes des 50 producteurs, 350'000 dindes, soit écoulée chez Migros Vaud et Migros Neuchâtel-Fribourg. Est-ce réalisable?

Actuellement les producteurs élaborent leur stratégie avec une ferme conviction: nous voulons continuer à produire des dindes!

Valentina Hemmeler

UNE PILLULE DIFFICILE À AVALER

Il y a franchement de quoi se poser des questions sur la manière dont fonctionne le partenaire des paysans qu'est Migros. Elsa qui joue le coup de pocker de proposer du lait à 50 centimes, les maraîchers qui, écoulant leurs légumes sous la ligne «de la région pour la région», doivent se limiter subitement à la région «estampillée Migros» et les producteurs de dindes qui voient leurs investissements et leur savoir-faire anéantis. Un partenariat,

rappelons-le, est affaire de dialogue et de négociations. Migros joue avec les nerfs des familles paysannes. Et leur manque de respect.

Le temps du partenariat est-il aboli? Les familles paysannes devront bientôt plus compter que sur elles-mêmes? Faudra-t-il lancer un projet d'agriculture contractuelle à large échelle et proposer de reprendre les abattoirs Micarna et leurs employés afin de fournir les consommateurs?

Rappelons-nous de l'action d'Uniterre du 9 mai devant l'Office fédéral de la santé publique suite à la crise de la grippe aviaire. Nous disions: «Uniterre dénonce le lien entre la politique de libre-échange effréné, prônée notamment par l'OMC, et les conséquences sanitaires, économiques et environnementales qui en découlent. Uniterre demande aux autorités garantes de la santé de la population suisse de prendre le temps de réfléchir aux causes qui provoquent ce type de crise afin que les prochaines puissent être prévenues, plutôt que de concentrer toute l'énergie sur la phase curative! (...) L'ouverture généralisée des marchés et la mise en concurrence des agricultures paysannes du monde avec l'agrobusiness engendrent un véritable danger pour l'avenir de la production alimentaire locale destinée aux consommateurs locaux, seule à même de garantir l'ensemble des critères environnementaux et sociaux. Des prix rémunérateurs sont indispensables pour les paysans. La crise sanitaire de la grippe aviaire est le dernier symptôme d'une maladie engendrée par notre mal-développement économique».

Or, alors que Micarna semble vouloir lâcher les producteurs, la Confédération annonce qu'elle achètera 8 millions de doses de Tamiflu. Une fois de plus, personne, à la tête de ce pays, ne se pose les questions des crises sanitaires et des éventuelles choix de société à faire pour les prévenir. Au contraire, c'est la fuite en avant: on arrête la dinde suisse parce qu'elle est «trop chère», on laisse les autres pays produire en masse, dans des élevages à forte densité, largement destinés à l'exportation. Et au cas où la grippe aviaire réapparaîtrait... on se mange une petite pilule!

Nous voulons manger de la dinde et non des pilules. L'acte de produire et de consommer local est un acte politique que nous voulons assumer, que ce soit en tant que producteur ou consommateur. Repensons ensemble notre politique agricole sur la base de la souveraineté alimentaire.

Valentina Hemmeler

INTERNATIONAL

« Ligue des paysans coréens »

Beaucoup d'entre nous se souviennent des Coréens qui se sont jetés à la mer en décembre 2005 à Hong Kong, dans le cadre des négociations OMC, pour rendre les médias attentifs à la situation des paysans dans le monde. Membre de Via Campesina, la Ligue des Paysans Coréens (KPL) représente 30'000 membres cotisants. Sungho Cho, vice-président de ce syndicat, producteur de riz et de melon, était présent fin juin à Genève pour suivre la mini-ministérielle de l'OMC; une occasion pour faire le point sur la situation en Corée du Sud et découvrir leurs revendications.

Un grain de riz dans l'engrenage

La Corée du Sud est peuplée de 47.2 millions d'habitants dont 9% travaillent dans l'agriculture et créent 5% du PIB. Jusqu'à 70% des produits agricoles sont importés. Sans le riz, l'autosuffisance alimentaire se limite à 5%. En 10 ans, la part des produits importés a dramatiquement augmenté. Le montant des marchandises correspond au budget agricole du gouvernement sud-coréen (6.2 milliards de dollars). Les principaux produits agricoles sont le riz, les racines fourragères, l'orge, les légumes, les fruits, les bovins, les porcs, les poulets, le lait et les œufs. En 2005, la Corée du Sud a modifié ses engagements envers l'OMC en ce qui concerne les contingents tarifaires visant le riz. Le contingent des importations admissibles au taux réduit augmentera sur une période de 10 ans pour représenter 8% de la consommation nationale, et de ce volume, 10% dans un premier temps et puis jusqu'à 30% à plus long terme serait dirigé vers le secteur du détail. Ce marché s'ouvrant à la concurrence, le prix du riz a chuté de 170 dollars à 130 dollars en quelques mois. Sachant que 50% des producteurs vivent essentiellement de cette culture, c'est un véritable électrochoc.

Ouverture des marchés

En 10 ans, le nombre de familles paysannes est passé de 6 millions à 3.4 millions. L'âge moyen des exploitants se situe autour de 60 ans alors que la tranche d'âge de moins de 40 ans ne représente que 3 % des producteurs. Depuis janvier, lorsque les négociations commerciales entre la Corée du Sud et les USA se sont intensifiées, plus de 84'000 familles ont quitté leur exploitation; la plupart de ses exploitants étant âgés de 20 à 30 ans. Très peu de jeunes sont motivés à travailler la terre; nombreux sont ceux qui quittent les zones rurales. Les jeunes ne se risquent plus dans le métier car la baisse des prix ne permet plus de payer les frais, au demeurant très élevés, de scolarité de leurs enfants. En raison de graves difficultés économiques, la dette moyenne de chaque famille est passée de 6'000 dollars à 40'000 dollars.

Agriculture, un frein au développement ?

Une certaine fracture sociale s'est

développée entre les zones urbaines et rurales. Il y a quelques années encore, l'espace rural était très apprécié et les Coréens le considéraient comme un «foyer» pour chacun d'entre-eux. Les milieux favorables au libre-commerce ont jeté la faute des échecs des négociations sur les paysans. Ces derniers devenant pour ainsi dire un frein au développement et au bien-être de la société coréenne. Pour les producteurs de riz, de poivre rouge ou d'ail, il est en effet difficile de s'aligner avec les producteurs d'ordinateurs, de voitures, de téléphones portables ou réfrigérateurs. La KPL affirme que le gouvernement sud-coréen considère l'agriculture comme une quantité négligeable dans les accords négociés au sein de l'OMC. Elle n'est qu'une simple carte à jouer pour obtenir des concessions dans d'autres secteurs.

Mobilisations

Depuis de très nombreuses années, les luttes se succèdent pour un prix rémunérateur dans le secteur du riz et le droit de se protéger des importations à prix de dumping. La KPL a embrassé la notion de souveraineté alimentaire et cherche à convaincre la société coréenne qu'elle est tout autant concernée que les paysans. Le syndicat se positionne clairement contre l'OMC et les accords de libre-échange jugés largement responsables de l'effondrement du marché du riz.

Les mobilisations à Hong Kong, où plus de 1'000 paysans se sont déplacés, ont servi de caisse de résonance pour leurs revendications, que ce soit en Corée du Sud ou sur plan international. De nombreuses actions symboliquement fortes, mais pacifiques, se sont déroulées. Pendant ces mobilisations plus de 900 paysans ont été interpellés par la police de Hong Kong. 9 sont restés en prison, puis ont été jugés 1 mois plus tard. Ils ont été relaxés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux ce qui leur fait dire que leurs actions étaient parfaitement légales et légitimes.

Leur volonté est de faire échouer les négociations OMC et de repartir sur de nouvelles bases qui prennent en compte les besoins des populations et non ceux des multinationales. Plusieurs dizaines de Coréens se sont également rendus à Washington pour exprimer leur opposition au libre-commerce entre les deux pays. A la mi-juillet, de fortes mobilisations



En janvier dernier, un rassemblement de solidarité avait eu lieu devant l'OMC pour soutenir les membres de la KPL en procès à Hong Kong.

sont prévues en Corée du Sud pour s'opposer à ce projet d'accord.

Pour la première fois depuis plus de 20 ans, la société civile coréenne s'est regroupée au sein d'une coordination qui fédère plus de 270 organisations, tout secteur confondu. Ils s'attendent à réunir plus de 100'000 personnes dans la rue.

Une présence de la KPL est également prévue pour la fin juillet à Genève. De mobilisation en mobilisation, avançant pas à pas leurs revendications, les paysans coréens cherchent à créer une lame de fond suffisamment importante pour empêcher des accords qui ne prendraient pas en compte les aspects non marchands, les réalités sociales, économiques, environnementales et culturelles de la Corée. Comme le disait Sungho Cho: «Pascal Lamy répète que l'OMC va améliorer le bien-être, la prospérité et les richesses. Où sont-elles? Dans le ciel? Sous terre? Je suis venu vers lui à la fin juin, mais il ne m'a rien donné. Je reviendrai donc en juillet, pour les développer par moi-même, avec La Via Campesina grâce au développement de la souveraineté alimentaire».

Valentina Hemmeler

La mini-ministérielle de l'OMC à Genève n'a pas fait long feu...

L'arrivée de plus de 60 ministres pouvait faire craindre le pire pour la période du 28 au 2 juillet. Pascal Lamy était décidé à faire venir les ministres pour discuter sur un texte comptant plus de 700 espaces vides à combler en raison des nombreux désaccords entre les pays membres. La société civile a vécu ces jours sur le rythme des effondrements successifs des «green room», des réunions parallèles des G10, G20, G33, G6 et des réunions du comité des négociations commerciales. Seul accord conclu: donner à Pascal Lamy le mandat d'agir en tant que facilitateur des négociations auprès de chaque pays, ceci jusqu'à fin juillet où un Conseil général se tiendra du 27 au 28. Son rôle est donc de procéder à des consultations intensives et de vaste portée dans le but de faciliter l'établissement de toute urgence des modalités pour l'agriculture et les produits non agricoles.

Il faut donc rester attentifs. Suite à l'échec de Cancun en septembre 2003, les pays se sont mis d'accord en juillet 2004 dans la discrétion la plus totale. C'est pourquoi Uniterre, la CPE et La Via Campesina suivront de près l'évolution courant juillet et seront mobilisés, avec les ONG et autres secteurs de la société le 26, 27 et 28 juillet. Soit pour tenter de donner le coup de grâce aux négociations, soit pour fêter la mort du cycle de Doha. En effet, les membres de l'OMC s'étaient donnés jusqu'à fin juillet 2006 pour trouver un accord. S'ils n'y parviennent pas, le tout pourrait être reporté de plusieurs années (voir dernière page pour les mobilisations).

Valentina Hemmeler

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ

☎ 026 913 79 84

✉ swiss@animat www.animat.ca

T-shirt Uniterre

33° à l'ombre! Profitez de commander des T-shirts de votre syndicat auprès du secrétariat au prix de 20.-.

Toutes les tailles sont disponibles.

POUR UNE AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE

Baisse des coûts de production et conséquences sur les salaires

Dans les visions d'Uniterre, nous affirmons notamment que «le rôle de nourrir la population doit à la fois répondre aux attentes légitimes de la société et assurer un revenu décent aux paysans. C'est pourquoi nous avons la volonté de privilégier la qualité plutôt que la quantité et d'améliorer les conditions de travail dans le secteur agricole».

Uniterre discute avec les syndicats ouvriers depuis quelques années. Ces expériences ont déjà été relatées dans de précédentes éditions. Uniterre a également adhéré à la «plate-forme pour une agriculture socialement durable» qui regroupe des organisations agricoles, des associations de consommateurs, des syndicats, des partis politiques et des organisations de défense des immigré-e-s. Le manifeste issu de cette plate-forme affirme: «Aujourd'hui, nous organisations agricoles, syndicales et de défense de consommateurs, nous unissons pour dénoncer les conséquences sociales désastreuses de la course effrénée au plus bas prix des denrées alimentaires».

Baisse des coûts de production

Un des crédos souvent lancé aux paysans est celui de la baisse des coûts de production. Que ce soit de la part des autorités de notre pays ou des organisations paysannes majoritaires. Pourquoi Uniterre n'en fait-il pas également écho? Pourquoi ne rejoignons-nous pas avec enthousiasme ce chœur harmonieux? Simplement parce que le poste le plus compressible des coûts de production est celui de la rémunération de la main-d'oeuvre, qu'elle soit familiale ou extra-familiale. Rappelons-le ici, la plupart des familles paysannes suisses n'emploient pas d'ouvriers agricoles. Seuls 20% y ont recours. Et dans notre pays fédéraliste, les conditions de travail pour les employé-e-s agricoles varient d'un canton à l'autre avec des horaires de travail ou des salaires-horaires fort divers qui peuvent provoquer des différences de plus de 30%! Une sacré distorsion.

S'accrocher à l'illusion d'une baisse significative des coûts de production s'est donc accepter largement de se serrer la ceinture en tant qu'exploitant, réduire voire renoncer à rémunérer le travail du conjoint ou des autres générations travaillant sur l'exploitation. C'est aussi maintenir aussi bas que possible le salaire de ses ouvriers agricoles, voire engager au noir des personnes

sans statut légal. Il ne s'agit pas ici de faire la morale, mais bien de se poser la question de la durabilité sociale de notre politique agricole. Nous ne sommes pas les seuls. La situation est bien pire encore dans les régions européennes ou d'outre-mer ayant fait le choix d'implanter des structures d'exploitations intensives essentiellement destinées à l'exportation. Pour rester concurrentielles sur le marché mondial, celles-ci doivent en effet compresser les coûts.

Elargir le réseau et les revendications

Depuis un an, Uniterre travaille avec Unia, BIGM (Bäuerliche Interessen-gruppe für Preis-und Marktkampf) et BZS (Bäuerliche Zentrum Schweiz) sur des revendications communes pour une chaîne alimentaire socialement durable, de la production à la consommation. Débattre et échanger est essentiel pour faire comprendre les problématiques paysannes aux syndicats qui maîtrisent souvent difficilement ce dossier complexe et entendre leurs revendications. Que ce soit celles concernant les ouvriers agricoles, les employé-e-s des entreprises de transformation ou de distribution. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous arriverons à formuler des revendications réalistes, acceptables par les uns et par les autres et que nous pourrions, de manière commune, les apporter auprès des partenaires commerciaux ou de l'Etat. Cela permet également d'éviter les éventuelles «attaques» que les uns ou les autres pourraient se lancer sur des sujets sensibles.

La spirale de la concurrence effrénée sur les prix n'affectera pas seulement les familles paysannes. Elles seront peut-être les premières touchées; viendront ensuite les employé-e-s de la chaîne alimentaire qui sera mise en concurrence avec des entreprises étrangères bien plus compétitives sur le plan économique.

C'est pour cela qu'il est nécessaire, pour améliorer les conditions sociales, d'englober l'ensemble de la chaîne alimentaire. Par nos participations à ces plate-formes, nous mettons en commun des intérêts qui peuvent paraître au premier abord antagonistes alors que l'intérêt commun est plus grand.

Bonne volonté ou écran de fumée?

On ne peut nier que certains acteurs affichent un discours de bonne volonté pour améliorer les conditions sociales. Que ce soit l'Union Suisse des Paysans ou les grands distributeurs suisses tels

que Migros, Coop ou Globus qui se sont affiliés au BSCI (Business social compliance initiative). C'est un organisme de surveillance européen qui désire encourager les entreprises signataires à se mettre en conformité avec les normes sociales. Les entreprises doivent donc se responsabiliser sur les conditions sociales de leurs employé-e-s. Elles reconnaissent également que cette responsabilité s'étend à tous les employé-e-s qui leurs fournissent des produits qu'ils soient directement employés par eux ou par des tiers. Ils ont donc édité un code de conduite à leur usage interne. Celui-ci rappelle essentiellement les standards minimaux reconnus aux niveaux des organisations internationales telles que les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Déclaration Universelle des Droits humains, les Conventions sur les Droits de l'enfant, les discriminations envers les femmes ainsi que toutes les lois nationales s'appliquant à cette thématique.

Dans son édition du 6 juin, Migros Magazine a annoncé son adhésion au Code de Conduite avec un article intitulé «Equité pour tous!». Au vu de ce qui se passe actuellement entre Migros et les familles paysannes, nous restons songeurs. Le Code de Conduite précise que «la mise en oeuvre de conditions de production socialement acceptables est basée sur le dialogue, le consensus, la coopération et le principe de l'équité...sans commentaire».

Entre les discours, les bonnes volontés affichées et la réalité du terrain, le fossé ne cesse de se creuser. Quelles peuvent en être les raisons? Esquissions-en quelques-unes:

- L'ouverture des marchés a souvent été décrite comme une amélioration du bien-être des populations. Or le constat après 10 ans de politique de libre-échange coordonnée au sein de l'OMC ou par le biais d'accords bilatéraux est très sombre.

- L'intensification de certains secteurs agricoles est gourmande en main-d'oeuvre «bon marché» pour maintenir sa compétitivité.

- Peu de moyens sont réellement mis à disposition pour améliorer les aspects sociaux qui arrivent toujours après l'économie et l'écologie.

- Les syndicats en Suisse ne sont pas réellement impliqués dans le débat agricole. Preuve en est la récente campagne de l'USS sur l'augmentation des salaires; le secteur agricole n'est pas inclus.

- Au sein des organisations paysannes, vu les conditions difficiles des familles, les revendications sociales des ouvriers sont perçues comme malvenues.

Uniterre reste convaincu que c'est ensemble que nous arriverons à combler le fossé entre les belles paroles et la réalité sur le terrain. Nous poursuivrons donc ce travail.

Valentina Hemmeler

A lire: «Les paysans sont de retour» de Silvia Pérez-Vittoria

Qui avait annoncé la «fin des paysans»? Il semble qu'au contraire, la vivacité du mouvement paysan inspire des auteurs. Ce livre, bien vulgarisé et agréable à lire permet de revisiter l'histoire paysanne. De ses racines, en passant par ses errements, la dépossession du savoir, des terres et des semences lors de ce dernier siècle, jusqu'aux luttes paysannes actuelles et les espoirs qu'elles suscitent. Le dernier chapitre s'intitule «Le 21ème siècle sera paysan... ou ne sera pas...». Tout un programme! Si certains aspects peuvent faire sourire ou au contraire irriter, il y a des passages qui ont le mérite, par l'angle d'analyse utilisé, de nous ébranler et de faire vaciller certaines idées que nous avons bien ancrées dans notre esprit.

A lire, à méditer et à partager...

VH

Pétition contre PA 2011. Etat des lieux

Après un bon mois de campagne, la pétition rencontre un certain succès et commence à faire parler d'elle. Différents réseaux et organisations l'ont par exemple mis en ligne sur leur site internet ou ont organisé des mailings. Les sections cantonales d'Uniterre prévoient des envois supplémentaires dans les campagnes et aux sociétés de laiteries. Régulièrement, au bureau, nous recevons des demandes pour des envois supplémentaires de pétitions vierges par poste et par mail.

A l'heure actuelle, quelques 8'000 signatures ont été retournées. La campagne va se poursuivre durant tout l'été et vraisemblablement jusqu'à la fin septembre.

Nous espérons d'ici-là arriver au minimum à 50'000 signatures. Nous vous encourageons donc à continuer la moisson. Chaque souper, apéro ou séance est une occasion d'entamer le dialogue sur PA 2011 et d'engranger quelques griffes.

Bel été à tous

NB

European Milk Board s'est réuni à Montichiari

Des producteurs de lait Européens luttent ensemble pour une rémunération juste de leur travail et pour l'avenir de la production laitière partout en Europe.

Montichiari / Italie. L'assemblée générale de l'European Milk Board (EMB) a eu lieu le 24 juin 2006 à Montichiari. Des organisations paysannes et des organisations de producteurs de lait de 10 pays européens se sont réunies avec l'objectif de lutter en commun pour un prix minimum du lait européen de 40 centimes. Ces 40 centimes sont le prix de base qui assurerait actuellement aux producteurs de lait des conditions de

d'un point de vue écologique».

Pour «l'European Milk Board» la lutte pour un prix du lait rémunérateur constitue l'objectif principal. Celui-ci doit être atteint en regroupant les producteurs de lait simultanément dans de nombreux pays européens. «A Montichiari, outre des questions statutaires et de planification, un travail concret sur la comparaison des prix du lait, la

leurs responsabilités et d'assurer une protection effective.

De plus il faut une maîtrise des volumes de lait efficace au niveau européen. Les organisations membres de l'EMB refusent l'abolition des quotas telle qu'elle est discutée pour 2015. La création de conditions pour la régulation des volumes est - et doit rester - sous la responsabilité de l'Union Européenne et des gouvernements nationaux. Au delà du degré existant, le système des quotas doit effectuer une adaptation des quantités de lait produites en Europe à la demande du marché interne. «Pour prendre leurs responsabilités sur le marché, les producteurs de lait sont prêts à gérer eux-mêmes la régulation des volumes. Des concepts de gestion existent déjà», explique Romuald Schaber. Car à long terme, c'est seulement si l'offre et la demande sont équilibrées, qu'un prix du lait rémunérateur sera réalisable.

«Les adhérents des organisations EMB, vont lutter pour ce prix, si nécessaire, par une grève de lait européenne!»

Impressions de voyages en Italie : Comme au football le marché laitier semble truqué

Nous avons pu faire plusieurs visites de fermes chez des collègues italiens parmi les mieux payés en Europe avec 35ct d'euros/kg en 2002 et environ 32ct d'euros/kg en 2006. Une nette tendance à la baisse des prix, alors que les producteurs italiens ne produisent qu'environ 70% des besoins d'un marché largement demandeur. L'évolution du nombre d'exploitations ressemble à celle que nous connaissons dans les autres pays européens. Entre 1989 et 2001, le nombre des exploitations laitières est passé de 268'000 à 130'000. En Europe, nous avons pu constater que les grandes exploitations très produc-

tives ne s'en sortent pas mieux que des petits producteurs des zones difficiles. Ainsi, avec une moyenne de plus d'un million de kg de production et des rendements dépassant 9'000 kg par vache, nos collègues transalpins des régions lombardes vivent de grandes difficultés! Et pourtant les sols plats, légers et irrigués, alimentés par des quantités phénoménales de fumier en raison des densités élevées de détention, produisent leurs 16 tonnes de maïs ensilé. Ces fourrages sont complétés par du soja et du coton importés d'outre-mer. Mais en bas de page, il reste une facture élevée en coûts de carburant, d'électricité et de main-d'œuvre. Ces coûts ne sont pas maîtrisables. Sans parler des coûts écologiques cachés, tels que la pollution des eaux ou encore des conditions de détentions des animaux.

C'est l'exemple type d'une production qui n'est pas durable, tout en étant pas rentable pour les producteurs. Que nos collègues productivistes, certains professeurs éclairés en agronomie et nos politiciens férus de leçons d'économie dispensées à l'agriculture paysanne, puissent en prendre note.

Il est significatif que ce soit ces collègues qui se lancent dans la transformation de produits sur les fermes (glaces, fromages frais) et dans la mise en place d'automates de distribution de lait. Avec ces automates, où le lait cru ou pasteurisé est vendu à 1 euro le litre, entre 100 et 500 litres de lait peuvent être vendus quotidiennement. Cela dépend de leur lieu d'implantation. Certains de ces distributeurs se trouvent sur des parkings de supermarchés, d'autres sur des places villageoises. L'investissement se situe entre 6'000 et 20'000 euros par distributeur. A cela s'ajoutent des frais modestes de location des emplacements ainsi que des frais pour le service de maintenance.

Rudi Berli



Comité EMB: Romuald Schaber, Président, Allemagne; Seita van Keimpema, Hollande; Roberto Cavaliere, Italie; Nils Lund, Danemark; Ernst Halbmayr, Autriche; Bernd Jacobs, Belgique

vie justes et qui donnerait un futur à la production laitière en Europe. «C'est seulement avec des prix rémunérateurs que le lait peut être produit dans des conditions qui respectent le bien-être animal et l'environnement, mais également dans des conditions sociales équitables», a dit Romuald Schaber de l'Allemagne, le président du European Milk Board. De même une bonne qualité ne peut être assurée qu'avec un niveau de prix adapté.

Les prix de lait actuels (25-30 centimes) sont en dessous du niveau économiquement supportable et donc invivables. Une grande partie du travail des producteurs-trices de lait n'est actuellement pas rémunérée. Les effets s'en ressentent: des milliers de paysans arrêtent la production laitière (en Europe, un producteur de lait toutes les 3 minutes). Sieta van Keimpema des Pays-Bas, membre du bureau exécutif, explique à propos des conséquences des prix de lait trop bas: «Quand des exploitations laitières ferment leur porte, ce sont les structures paysannes, et au delà, le milieu rural lui-même, qui sont remis en question d'un point de vue social et

coordination de négociations sur le prix et la formation d'équipes de négociation a été entrepris. Par ailleurs, un poste de coordination va consolider le travail en réseau entre les différentes organisations de manière très ciblée et aider à développer la capacité de l'EMB à agir rapidement au niveau européen», résumait Romuald Schaber.

«Si les négociations avec les laiteries et le commerce de détail sur des prix du lait rémunérateurs n'aboutissent pas, nous allons utiliser la grève européenne du lait comme moyen de pression», souligne Martin Haab de la Suisse. «Nous ne pouvons plus produire durablement du lait aux prix actuels. Et il apparaît que les laiteries, le commerce et les consommateurs devront en faire l'expérience à leurs dépens avant de prendre leurs responsabilités pour l'avenir de la production laitière en Europe».

La politique doit prendre en compte les intérêts des producteurs de lait et du milieu rural. En respectant le concept de la souveraineté alimentaire, il incombe aux institutions politiques d'assumer



ERNEST ROTH S. A.
CH-2900 PORRENTRUJ
 Tél. 032 465 70 70 Internet : www.rothsa.com
 Fax 032 465 70 71 E-mail : info@rothsa.com

Infos flash à nos membres!

OÙ SONT PASSÉES LES COTISATIONS?

Uniterre constate depuis quelques temps que certains membres ne se sont toujours pas acquittés des cotisations. Pourquoi? Est-ce les idées d'Uniterre qui ne sont plus soutenues? La volonté de ne plus s'engager? Un simple oubli? De multiples raisons peuvent être avancées mais nous ne sommes pas capables de vous éclairer sur ce point puisque ces personnes n'ont pas signifié leur désir de quitter le syndicat (bonne nouvelle!), ni de ne plus recevoir le journal.

Avec espoir que les cotisations entreraient, nous n'avons pas encore supprimé l'abonnement au journal. D'autres auraient peut-être déjà mis un terme à l'envoi. Pourtant, la rédaction, l'impression et l'envoi de ce dernier nécessitent des fonds. Le journal c'est aussi vous faire part des sujets sur lesquels votre syndicat est actuellement impliqué. Les 100.- que chaque membre, qu'il soit paysan ou sympathisant, paie chaque année, est synonyme de la survie du syndicat. En payant vos cotisations c'est la vitalité du syndicat que vous soutenez, c'est la présence d'Uniterre sur les différents dossiers que vous assurez. C'est aussi une autre vision, quelque fois une autre approche, que vous encouragez.

Nous croyons que vous désirez toujours faire partie d'Uniterre et recevoir son moyen d'information, ce journal, que vous avez entre les mains. Nous comptons sur un signe de votre part, qui nous l'espérons, sera celui du versement des cotisations. Si cela ne devait pas être le cas, pour éviter des pertes économiques à Uniterre, il est indispensable que vous nous informiez de votre désir de nous quitter.

Le comité

L'AUTOMNE SERA-T-IL CHAUD?

Uniterre a lancé ce printemps une série d'actions rapides et visuelles sur la thématique de l'OMC et de la grippe aviaire. Accompagnées d'un solide dossier de presse, elles ont eu un bon écho. Dans la même philosophie, nous annonçons, qu'après les différentes affaires qui ont entaché la fin du printemps et le début de l'été, qu'Uniterre sera présent sur les dossiers de la viande, du lait et des céréales cet automne.

Préparer vous donc à vous mobiliser en septembre, octobre et novembre sur ces trois dossiers.

- Pour des prix justes
- Pour une gestion des quantités.

L'Union syndicale suisse lance une campagne nationale pour une augmentation des salaires en raison de la conjoncture positive de l'économie suisse. 4% d'augmentation et une forte réévaluation des salaires des femmes sont demandés par l'Union syndicale.

Pourquoi pas nous?

Nous vous en dirons plus dans les prochaines éditions.

MOBILISATIONS AUTOUR DE L'OMC!

«Mouillons nous avec les pêcheurs et les paysans»

10 ans! Cela suffit-il à devenir une institution sacrée, que nous n'oserions plus toucher en raison du respect dû à l'âge? Il ne nous semble pas que l'OMC mérite cela. Les gouvernements se sont trompés. L'OMC, telle qu'elle fonctionne, n'a pas sa place dans le paysage. Il faut avoir le courage de mettre les compteurs à zéro; d'utiliser l'éponge et d'effacer l'équation, par trop fausse. Agora et l'USP exprimaient leurs craintes dans l'Agri, que les retards de l'OMC puissent être synonymes de concessions supplémentaires. Si les négociateurs s'entêtent dans la même volonté de libéralisation des marchés, basée sur le tout économique, peut-être. Seulement... combien sont-ils, au fil des années, à renforcer les fronts qui s'opposent à l'OMC? Ils sont toujours plus nombreux. Hier, défenseurs de cette «idéologie», ils en deviennent les pourfendeurs, réalisant les effets négatifs que celle-ci entraîne. Alors n'ayons pas peur de s'opposer franchement. Aucun accord vaut mieux qu'un mauvais accord!

L'OMC c'est fini, place à la souveraineté alimentaire!

Il est vrai que nous sommes en pleine période des moissons, mais un rafraîchissement ne fait de mal à personne. Les délégations internationales et les genevois ont préparé un programme vivifiant!

Rejoignez les peuples des pêcheurs ainsi que La Via Campesina qui, en marge de ses séminaires sur la souveraineté alimentaire, s'associe aux mobilisations symboliques et festives organisées à Genève.

- Le jeudi 26 juillet, dès 20h, aux Bains des Pâquis (rive droite):

Fête de solidarité «Mouillons nous avec les pêcheurs et les paysans!». Concerts genevois, philippins, théâtre coréen, stands d'agriculture contractuelle, vidéos et expos. (en cas de pluie Maison de quartier des Pâquis, 50 rue de Berne).

- Le 27 juillet à 17h, face au Palais Wilson:

Parade navale avec les pêcheurs philippins qui sont venus construire leurs bateaux à Genève. Pédalos, voiliers ou autres embarcations sont les bienvenues pour les accompagner sur le lac.

Parade terrestre avec les paysans coréens, suisses, la délégation internationale de La Via Campesina et la population locale.

Si nous avons pu lire que le temps des manifs devant l'OMC était révolu, les voici de retour, sous une autre forme, en phase avec le climat.

Valentina Hemmeler



Monument devant l'OMC, dont l'inscription date du siège du BIT: «Le travail doit être placé au-dessus de toutes les luttes de concurrence, il n'est pas une marchandise».